

Citoyens

MILITANTS

www.mrc-france.org

Un candidat républicain

Edito / Jean-Pierre Chevènement



Avec la crise grecque, ce sont les illusions de Maastricht qui se sont révélées en plein jour. Le pari fait sur la monnaie unique était un pari sur le fédéralisme. Maastricht en ignorant les nations et les réalités qu'elles recouvrent était bâti sur le sable. Aujourd'hui il faut refaire l'Europe à partir des nations.

Ou bien la raison des nations triomphera et on pourra sortir de cette crise par le haut avec une initiative de croissance européenne qui tempèrera la cure de rigueur excessive administrée à la Grèce. En d'autres termes, l'Allemagne qui exporte 50 % de sa production cessera de comprimer comme elle le fait depuis dix ans sa demande intérieure. Une politique de déflation salariale compétitive décidée unilatéralement ne constitue pas en effet une stratégie coopérative à l'échelle de l'Europe. Elle ne répond pas non plus à l'intérêt de l'Allemagne qui exporte plus de 40 % de sa production vers la zone euro.

Ou bien donc une stratégie coordonnée de croissance pourra être définie à l'échelle de la zone euro ou bien à défaut de ce gouvernement économique intelligent de la zone euro, celle-ci à plus ou moins long terme sera vouée, à travers une récession générale, à l'éclatement. Celui-

ci pourrait être maîtrisé à travers une monnaie commune réservée aux transactions extérieures, chaque pays retrouvant en interne sa monnaie et une marge de flexibilité.

Le MRC ne prendra pas argument de sa lucidité rétrospective pour prôner la politique du pire, non que nous ayons modifié nos analyses sur la monnaie unique, mais celle-ci est devenue une réalité depuis 1999. Plutôt que d'ouvrir la voie à une nouvelle étape chaotique de la crise, nous préférons prôner les remèdes qui nous paraissent les plus efficaces : initiative de croissance européenne dans le cadre d'une réforme du système monétaire international fondé sur des parités fixes et ajustables, strict contrôle des marchés financiers, taxation voire contrôle des mouvements de capitaux, écluses sociales et environnementales en vue d'instaurer une concurrence équitable. Là est la voie de la responsabilité. Restons fidèles à nous-mêmes en adaptant notre discours. Le MRC souhaitera - j'en suis sûr, mais c'est une décision de son Congrès - « une sortie par le haut » sans se dissimuler la difficulté de l'exercice vis-à-vis de notre partenaire allemand, très attaché à l'« ordo-libéralisme » et qui entend imposer ses choix.

(suite p.2)

5ÈME CONGRÈS NATIONAL DU MRC A PARIS LES 26 & 27 JUIN



Avec ce numéro de *Citoyens militants*, retrouvez le supplément dédié au congrès, contenant l'ensemble des documents soumis au débat et au vote, les informations pratiques et le bulletin de participation.

DE LA SUITE DANS LES IDÉES

Le MRC a besoin de tous pour poursuivre son combat. Adhérez, faites adhérer autour de vous, et recevez dès aujourd'hui la nouvelle carte d'adhérent 2010. (bulletin d'adhésion p.4)



*

Le parti socialiste élabore son programme. A côté de propositions raisonnables ainsi en matière fiscale, on trouve une naïveté fondamentale étonnante : le parti socialiste parle ainsi « d'écluses sociales et environnementales » aux frontières de l'Europe. Fort bien. Mais il ne s'avise pas de la profonde incohérence de ces propositions avec le traité de Lisbonne que ses parlementaires dans leur majorité ont approuvé, ni du contenu du programme du « parti socialiste européen » (PSE) auquel il participe. Qu'il se fasse entendre d'abord au sein du PSE, s'il ne veut pas encourir encore une fois le soupçon du double langage.

Nous réclamons une franche rupture avec le social-libéralisme dans lequel, depuis 1983, le PS a fourvoyé la gauche et la France avec elle. Or, nous ne trouvons dans le document publié par le PS pas une once d'autocritique et pas le plus petit commencement d'une analyse de la crise de la globalisation libérale. Ce n'est pas une découverte : le PS et le MRC ne sont pas sur la même ligne. C'est pourquoi il est difficile d'imaginer, à moins d'une rupture claire du PS avec son orientation social-libérale, que nous puissions accepter d'être écrasés dans des « primaires » où nous perdrons toute influence pour modeler la suite.

C'est pourquoi la motion adoptée par le Conseil National du MRC du 28 avril proposera au Congrès de Paris des 26 et 27 juin prochains de créer les conditions qui nous permettront de voter pour un candidat « républicain », capable de sortir la France de l'ornière sociale libérale et d'ouvrir pour elle et pour l'Europe un nouveau chemin. C'est le sens du programme de salut public adopté par notre Conseil National.

Pour ouvrir ce nouveau chemin, il faut d'abord créer dans l'esprit public l'espace dans lequel pourra surgir le candidat républicain qui permettra à la gauche et à la France de reconquérir leur destin.

politique

Cela commence aujourd'hui

LES ELECTIONS RÉGIONALES ONT TRÈS FORTEMENT SANCTIONNÉ L'EXÉCUTIF EN PLACE. ELLES OFFRENT UN BILAN QUE LE MRC DOIT TIRER POUR LUI-MÊME, ET OUVERT DÉSORMAIS UNE PÉRIODE NOUVELLE.

En mars dernier, le peuple s'est exprimé. Le verdict des urnes permet de dessiner les lignes de forces qui traversent la Nation. Notre mouvement politique, farouchement attaché à la citoyenneté, doit penser son projet en situation.

Pour le MRC d'abord, si l'on met les résultats en relation avec nos élus sortants, nous en sortons incontestablement renforcés : 19 élus contre 15 en 2004 et 12 sortants. Pour mémoire, le MDC comptait 17 élus en 1998. Au terme de négociations qui se sont avérées difficiles, le résultat contribue à inscrire le MRC dans le paysage politique de neuf régions contre 6 précédemment.

Ce bilan chiffré mérite cependant d'être relativisé : 9 camarades en position éligible ont été évincés entre les deux tours malgré l'accord national signé par Martine Aubry et Jean-Pierre Chevènement. Parfois, ce manquement à la parole donnée s'est assorti d'un mépris manifeste à notre égard comme en Rhône-Alpes. Ailleurs, ils ont subi les conséquences de fusions de listes sauvages, contrevenant les engagements contractés.

L'ALLIANCE PRIVILÉGIÉE PS-VERTS

Politiquement, à la faveur du score louable réalisé par les listes écologistes, l'alliance rose-verte a été privilégiée partout ou presque. Claude Bartolone l'a annoncé lui-même : « Europe Ecologie

et les Verts sont désormais nos partenaires privilégiés ». Dont acte. Ce fait en dit long pour l'avenir : la ligne sociale-libérale qui résulte de cette combinaison est un étau qui ne favorisera pas la prise de conscience nécessaire qui aurait dû surgir du désastre de la crise.

Le score de 12% obtenu nationalement par les listes d'Europe Ecologie ne doit certes pas être négligé, mais ce serait une faute de le surestimer et de s'en tenir aux apparences. Ce n'est pas un vote durable.

- en 2004, lorsqu'ils se présentaient seuls, les Verts réalisaient déjà 9 à 10% des voix comme en Rhône-Alpes ou en Bretagne.

- La carte du vote vert est très hétérogène : il y a en moyenne un facteur 4 ou 5 entre le vote écologiste dans les grands centres urbains et les zones rurales ou les petites villes industrielles et les quartiers populaires

- Aux élections régionales, Europe Ecologie a fait 500.000 voix de moins qu'aux élections européennes malgré une plus forte participation.

- La carte électorale de l'abstention est inversement proportionnelle au vote vert : en règle générale, là où l'abstention est forte, le vote écologiste est faible.

LES 19 CONSEILLERS RÉGIONAUX DU MRC

AUVERGNE

Jean-Marc Miguet

FRANCHE-COMTÉ

Etienne Butzbach

Alain Letailleur

ILE DE FRANCE

Eric Chevallier

Béatrice Desmartin

Pierre Dubreuil

Daniel Guérin

Jean-Luc Laurent

Jean-Marc Nicolle

Guillaume Vuilletet

ILE DE LA RÉUNION

Christine Soupramanien

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Béatrice Négrier

MIDI-PYRÉNÉES

Marie-Pierre Gleizes

NORD - PAS DE CALAIS

Jean-Marie Alexandre

Françoise Dal

Claude Nicolet

PICARDIE

Sandrine Goffinon

Michel Vignal

PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Ladislas Polski

des élections régionales à 2012 : nouvelle période, nouveaux enjeux

L'ABSTENTION : LE VRAI MARQUEUR.

Le vote vert est un vote de divertissement, le vote vert fait diversion. C'est en quelques sortes l'abstention des classes moyennes ou aisées, c'est l'abstention des non-abstentionnistes. Lorsque la vraie politique reviendra sur le devant de la scène, la politique qui clive, le soufflé retombera. Il faut donc se garder d'en tirer des leçons hâtives.

L'abstention en revanche est le véritable marqueur de cette séquence électorale. Si les régionales de 2004 avaient occasionné une remobilisation – probablement liée au traumatisme de 2002, et que le référendum de 2005 et les présidentielles de 2007 avaient mené au même constat, l'abstentionnisme progresse en France inéluctablement depuis les municipales de... 1983. Le vote Front national, lui est par ailleurs concomitant, il marche avec l'abstention. Cette observation en appelle une autre: les élites vantent depuis 30 ans deux échelons de décision pour affaiblir l'Etat : les régions et l'Europe. Ce sont aussi ces deux réalités institutionnelles que les Français boudent le plus volontiers.

Fascinés par la performance des listes Europe Ecologie, envasés dans le bayou des egos et dans les rapports de force de leurs baronnies, les socialistes semblent être revenus à leurs carences organiques. Leur réussite aux élections intermédiaires est l'envers de leurs échecs aux scrutins nationaux. Voici la deuxième illusion d'optique : la gauche n'a pas gagné les élections régionales, c'est la majorité présidentielle qui les a perdues. Il serait à cet égard inconséquent d'envisager 2012 sur la base de ce résultat. En 2012, les cartes seront rebattues.

Se pose dès lors pour nous la question de la stratégie en vue des élections présidentielles, pivot des institutions de la Vème République. Lors de l'entrevue avec Martine Aubry le 4 novembre dernier, cette dernière nous avait fait part de sa volonté de mettre en œuvre une « alliance durable » dans une perspective plus large, au-delà des



élections régionales. Elle avait alors évoqué les cantonales, les sénatoriales, mais aussi les primaires. Elle parlait alors de « maison commune ».

Ces intentions n'ont pas survécu à l'entre deux tours des régionales. L'accord a été bafoué et il est à relever que de notre côté, les candidats mais aussi les militants, ont fait preuve d'une grande loyauté pendant la campagne. Avec des fondations aussi précaires, force est de le constater, la « maison commune » est menacée d'un arrêt de péril imminent. Jean-Pierre Chevènement s'est donc adressé par courrier au parti socialiste pour constater les graves manquements «à la confiance élémentaire entre partenaires d'un même combat ». Dans ces conditions, est-il encore envisageable de s'inscrire dans le processus des primaires pour 2012 tel qu'il a été imaginé ?

Nous avons initialement répondu favorablement au processus des primaires par un oui conditionnel. Oui parce qu'elles pouvaient être l'occasion de refonder la gauche en provoquant un débat salutaire. Conditionnel parce que nous souhaitons être associés à leur mise en œuvre et qu'elles soient envisagées de manière ouverte pour nous adresser à l'ensemble des Français. Au lendemain des régionales, nous avons une partie de la réponse : à supposer qu'elles aient lieu, ces primaires seront des primaires socialistes, organisées par les socialistes, pour désigner un candidat mécaniquement socialiste. Aussi, nous devons être vigilants sur un point : notre participation aux primaires impliquerait automatiquement de soutenir le candidat désigné à l'issue de ce

processus... La parole du MRC ne serait plus libre et nous ne pourrions exercer aucune influence.

POUR UNE CANDIDATURE RÉPUBLICAINE

La fin des élections régionales signifie aussi le début d'une autre période : celle qui nous mène jusqu'à 2012. Pour ce qui nous concerne, à partir de nos convictions, le MRC doit compter sur ses propres forces pour ne pas s'assujettir à des partenaires dont la fiabilité a largement fait défaut. Il ne s'agit pas pour autant d'engager une rupture mais de tenir compte qu'en politique, seul le rapport de force permet d'être entendu. Nous devons nous fixer un objectif prioritaire : celui de bâtir une candidature républicaine pour 2012. D'ici là, le MRC doit regrouper ses forces pour s'affirmer, se développer et exercer une influence.

Telle est la stratégie que le MRC doit mettre en œuvre. L'esprit républicain est un souffle contre les forces de la résignation. « On commence par dire : cela est impossible pour se dispenser de le tenter, et cela devient impossible, en effet, parce qu'on ne le tente pas ». Charles Fourier exprimait ainsi la dialectique qui mène au renoncement. Face aux défis de ce monde qui vient, le projet républicain n'a pas pris une ride. La faillite de la civilisation libérale permet d'apercevoir en creux la vivacité, la pertinence et le bien-fondé de nos valeurs, mais surtout, le sens historique de notre combat. A l'heure où le vaisseau européen, victime de ses propres dogmes, prend l'eau de toute part, le MRC, fort de son opposition dès 1992 à la monnaie unique, est bien placé pour tracer un nouveau chemin.

Notre congrès national se réunira les 26 et 27 juin prochains : ce sera pour nous l'occasion de débattre de ces perspectives, à partir de la motion présentée par Jean-Pierre Chevènement et du programme de Salut public.

Nous avons deux ans devant nous pour bâtir une candidature républicaine crédible pour 2012.

Cela commence aujourd'hui.

Jean-Luc Laurent



«Peut-on sortir du piège dans lequel la gauche a été enfermée ?»



Vidéo de l'intervention de Jean-Pierre Chevènement à l'occasion d'une réunion publique qui s'est tenue en mairie du XIème arrondissement

Lettre de Jean-Pierre Chevènement à Martine Aubry au lendemain des élections régionales

«Madame la Première Secrétaire, chère Martine, Nous avons décidé, le 4 novembre 2009, que le MRC et le PS constitueraient des listes communes aux élections régionales, tirant ainsi la leçon de ce qui s'était passé aux élections européennes. L'accord, dûment paraphé par nous-mêmes (Martine Aubry et Jean-Pierre Chevènement), le 10 février 2010, spécifiait que les candidats du MRC figureraient « en position éligible et inamovible pour les premier et second tours » dans quatorze régions. Tu avais évoqué à cette occasion « la première pierre d'une maison commune... » (extrait)

ET SUIVEZ TOUTE L'INFO DU MRC !

lecture

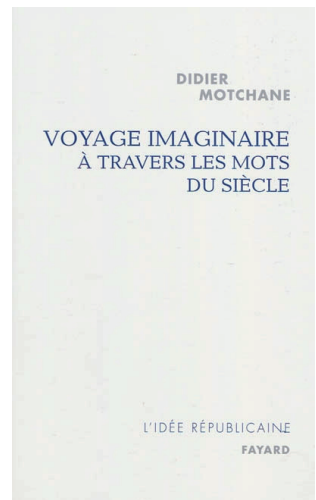
L'époque prise aux mots

Didier Motchane a beaucoup écrit et (trop) peu publié. Dès l'entame, la lecture de son abécédaire à l'usage des temps qui viennent est assortie de ce regret. Membre du quatuor fondateur du CERES en 1965, il participa à ce demi-siècle d'histoire de la gauche, connu successivement l'âpreté du combat, les obligations de la victoire et la résistance aux renoncements.

A travers les mots du siècle, Didier Motchane tronçonne le bois dont sont faits les fantasmes de notre époque. Avec sagacité et malice, il aborde le réel par le biais du langage. Et c'est un florilège d'observations, de souvenirs et de réflexions parfois caustiques qu'il livre avec une belle rigueur intellectuelle. Au croisement de Flaubert, Ambrose Bierce et Philippe Muray, Didier Motchane fait dire aux mots ce qu'ils ont négligé de dire, parfois le contraire de ce qu'ils prétendent dire. Le chiasme, ruse littéraire dont il s'avère friand, lui permet d'exprimer avec finesse la duplicité de la pensée moderne. Ainsi, la différence des droits perce sous le droit à la différence.

Ce « voyage » n'est pas seulement oeuvre d'un homme astucieux, il est aussi de ceux qui allient délicatement l'acuité du philosophe à la grâce du poète : «Gouvernance : il y a dans la désinence du terme une consonance berceuse qui convie les populations à une paisible somnolence». Ailleurs, le consensus «fait l'intérim des consentements véritables». Ces charmes ne se substituent pas ici au contenu théorique. Ils ajoutent à la maîtrise des concepts, la magie du supplément d'âme.

Bastien Faudot



Voyage imaginaire à travers les mots du siècle, Didier Motchane, (Fayard, 2010) 19€

ADHÉREZ AU MRC ! 2010
et soutenez Jean-Pierre Chevènement

BULLETIN D'ADHÉSION

Dès maintenant, adhérez ou réadhérez au MRC en retournant ce coupon avec votre chèque de cotisation nationale fixée à 55 € (25 € pour les jeunes, les personnes au chômage ou au RSA). Votre carte d'adhérent 2010 vous sera envoyée par courrier du siège national.

Je soussigné(e), NOM Prénom.....
 Adresse
 Ville..... CP.....
 Datedenaissance..... Syndicat.....
 Profession..... Lieu professionnel.....
 Téléphone Portable
 Courriel.....
 Mandat(s) électif(s) éventuel(s).....
 Souhaite adhérer au MRC renouveler mon adhésion au MRC
 participation au COMITÉ NATIONAL JEUNES

Et joint un chèque de € à l'ordre de l'AFMRC
 Un reçu fiscal vous sera fourni pour bénéficier d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de votre cotisation. (ainsi, pour 100€ de cotisation, le coût réel est de 34€)

Fait à le Signature :

Coupon à renvoyer complété avec le versement à :
 MRC
 3 avenue de Corbéra
 75012 PARIS